

**Arrêté préfectoral n°32-2024-08-07-00004**  
**mettant en demeure la société coopérative agricole QUALISOL pour le site qu'elle exploite**  
**route de Mauvezin sur le territoire de la commune de Monfort**

**Le Préfet du Gers,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023, nommant Monsieur Laurent CARRIÉ, préfet du Gers ;
- Vu** le décret du 10 mai 2024, nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;
- Vu** l'arrêté ministériel, du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel, du 22 octobre 2018, applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral, du 30 juillet 2012, autorisant la SCA QUALISOL à étendre et exploiter une installation de stockage de céréales, sur la commune de Monfort ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 14 décembre 2023, relatif à l'extension des activités exploitées par la SCA QUALISOL située route de Mauvezin, sur le territoire de la commune de Monfort ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 23 janvier 2024, prescrivant un échéancier de mise en conformité pour certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et du 22 octobre 2008 à la société coopérative agricole QUALISOL, concernant le site situé route de Mauvezin sur le territoire de la commune de Monfort ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024, portant délégation de signature à Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 3 juin 2024, faisant suite à la visite d'inspection du 29 mai 2024, dont une copie a été transmise à l'exploitant, par courrier du 3 juin 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier du 3 juin 2024 à la société coopérative agricole QUALISOL l'informant du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- Vu** les observations de l'exploitant, formulées le 3 juin 2024, sur le projet d'arrêté précité dans le délai imparti de quinze jours, demandant un report de mise en conformité ;
- Vu** l'avis de l'inspecteur de l'environnement sur la demande de report de l'exploitant, par courriel du 3 juin 2024 ;
- Considérant** que la société coopérative agricole QUALISOL n'a pas été en mesure de mettre en place la réserve d'eau incendie supplémentaire de 360 m<sup>3</sup> à moins de 100 mètres du bâtiment 5 au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2024 ;
- Considérant** que ce constat est contraire aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2024 susvisé ;

**Considérant** que les moyens de lutte contre l'incendie du site, disponibles actuellement, ne sont pas suffisants et conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 ;

**Considérant** que l'exploitant a pris du retard du fait du projet d'implantation en toiture de panneaux photovoltaïques qui va modifier les volumes à mettre à disposition en termes de défense contre l'incendie ;

**Considérant** que, ce manquement est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en termes de pollution des eaux et des sols et de sécurité des tiers ;

**Considérant** que la mise en place de moyens de défense contre l'incendie doit être encadrée ;

**Considérant** que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société coopérative agricole QUALISOL de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2024-23-01-00002 du 23 janvier 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La société coopérative agricole QUALISOL, pour le site de stockage, de triage et de conditionnement de céréales et de légumineuse qu'elle exploite route de Mauvezin, sur le territoire de la commune de Monfort, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'échéancier de mise en conformité de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2024 susvisé :

- **Mise en place d'une réserve d'eau supplémentaire** de 360 m<sup>3</sup> à moins de 100 m du bâtiment 5 dont les caractéristiques techniques (type de sortie, nombre...) devront être validés en préalable à l'installation par les services du SDIS 32 et également répertorié.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'obligation mentionnée à l'article 1 ci-dessus, ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Gers pendant une durée minimale de deux mois. Il sera également publié sur le recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera notifié à la société coopérative agricole QUALISOL dont le siège social est sis 851 chemin de Carrel à Castelsarrasin (82100).

### **ARTICLE 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, la sous-préfète de Condom, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au maire de Monfort.

Fait à Auch, le **7 Août 2024**  
Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

### **Délais et voies de recours :**

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).